

Robert Ogman :

Quelque chose de préférable à la nation (Etwas besseres als die Nation)¹

[Extrait de *Against the Nation: Antinational Politics in Germany*, New Compass Press, 2013, pp. 73-90.]

Si *Die Radikale Linke* avait rassemblé une coalition hétéroclite de militants de gauche et d'extrême gauche opposés à l'unification politique des deux Allemagne et au nationalisme allemand, ce réseau hétérogène ne dura guère. Cependant, cette alliance éphémère marqua seulement le début des mobilisations antinationales. Face à la montée des mouvements néo-fascistes, ainsi qu'au virage à droite du discours politique dominant et des politiques publiques, une nouvelle formation antinationale vit le jour.

En 1992, une vague de violence raciste balaya tout le pays et poussa un groupe de militants à se réunir à l'échelle nationale ; ils prirent le nom de *Comités de salut public*² (*Wohlfahrtsausschüsse*) et lancèrent une campagne intitulée «Quelque chose de préférable à la nation³» (*Etwas Besseres als die Nation*).

En raison de la violence raciste dans des villes comme Hoyerswerda, Rostock et Mölln, de la croissance rapide des organisations néonazies, de la frénésie publique contre l'immigration et le droit d'asile et de l'adoption du «Compromis sur l'asile» (*Asylkompromiss*), le nouveau groupe décida d'intervenir dans la sphère publique, tant au niveau des analyses que de la pratique, pour combattre le «potentiel de l'extrême droite dans l'État et la société⁴».

Ces militants coordonnèrent des débats semi-publics sur des questions politiques d'actualité et des «sessions de stratégie» pour les groupes de la société civile engagés dans le «travail antiraciste». Mais surtout, ils organisèrent une caravane de musiciens, d'artistes, d'intellectuels et de militants ouest-allemands issus des mouvements sociaux, qui prirent le chemin de l'Allemagne de l'Est, afin de soutenir celles et ceux qui s'opposaient à l'extrême droite dans l'espace public. En outre, les *Comités de salut public* coordonnèrent une manifestation contre l'adoption de la Réforme de l'asile, en bloquant physiquement le bâtiment du Parlement, à Bonn, en 1993.

¹ Chapitre 5 de *Contre la nation : La politique antinationale en Allemagne*. Voici le chapitre 3 : <http://mondialisme.org/spip.php?article2887> et <http://nfnf.eu/spip.php?article721> ;

Chapitre 4 <http://nfnf.eu/spip.php?article725> et <http://mondialisme.org/spip.php?article2890> .

² Ils furent «nommés ainsi sur le modèle éponyme de la Révolution française» selon Anne Joly, *Les gauches radicales est- et ouest-allemandes à l'épreuve de la nation réunifiée (1985-1999)*, thèse de doctorat disponible en ligne, (NdT).

³ Il s'agit d'une «audacieuse allusion au conte des musiciens de Brême des Frères Grimm. “Tu trouveras n'importe où quelque chose de préférable à la mort”, c'est ainsi que l'âne du conte encourage le vieux coq que sa maîtresse veut sacrifier pour le dîner, à rejoindre la troupe de musiciens qu'il forme avec les autres animaux. Le Comité de salut public de Hambourg faisait ainsi une allusion directe au conte de Grimm symbolisant la réponse des domestiques et petites gens, incarnés par les quatre animaux domestiques, à leurs maîtres. [...] En tous les cas, la nation valait la mort pour ces artistes et militants de la gauche radicale, en quête d'une cohésion d'un autre type avec leurs partenaires de l'Est.» Anne Joly, *op. cit.*

⁴ Wohlfahrtsausschuss Hamburg, «Unser Minimalziel», in *Comités de salut public* (dir.), *Etwas Besseres als die Nation. Materialien zur Abwehr des gegenrevolutionären Übels*, Edition ID-Archiv, 1994, p. 17.

Le groupe publia un livre *Etwas Besseres als die Nation : Materialien zur Abwehr des gegenrevolutionären Übels* (Quelque chose de préférable à la nation : Matériaux pour conjurer le mal contre-révolutionnaire). Cet ouvrage tenta de développer des réponses pratiques et des analyses face au nationalisme populaire et au racisme, ainsi qu'à la résurgence de l'extrême droite. Ses partisans souhaitaient aborder la relation entre le racisme et le nationalisme, et montrer comment leurs apparitions dans la société civile entretenaient des liens avec l'État et les politiques publiques.

Comme ceux de la campagne *Nie wieder Deutschland !* (L'Allemagne ? Plus jamais ça !), les membres des *Comités de salut public* appartenaient à la gauche extraparlamentaire ou sympathisaient avec ses idées. Il s'agissait de spécialistes des sciences sociales, de journalistes de presse et de radio, de maîtres de conférence, d'artistes et de militants politiques de nombreuses villes ouest-allemandes. Selon eux, la campagne s'était «constituée à partir d'un groupe ad hoc de musiciens, de DJ, d'artistes, d'auteurs et de journalistes», qui avait pour but de contrer «les attaques fascistes contre les immigrés, les gays, les handicapés, les gauchistes et la contre-culture⁵».

Comme stratégie d'«intervention», ce groupe chercha à développer une pratique culturelle, ouverte aux personnes qui n'étaient pas directement impliquées dans les groupes politiques de gauche et d'extrême gauche, et qui souhaitaient contrer l'extrême droite sous différentes formes. Les *Comités de salut public* voulaient soutenir celles et ceux qui détestaient le virage à droite du gouvernement et de la société, mais avaient peur d'intervenir publiquement, et voulaient acquérir plus d'autonomie et d'assurance en s'entraidant afin de devenir une force contestataire.

Ayant une riche expérience dans le champ culturel, ils cherchèrent à utiliser l'appât de la musique ainsi que leur accès aux médias, et ils déclenchèrent des discussions publiques sur le nationalisme, la violence d'extrême droite et les politiques d'exclusion sociale menées par l'Etat.

Parmi leurs principales activités, les *Comités de salut public* organisèrent des réunions publiques pour discuter du nouveau nationalisme et élaborer des stratégies pour le combattre ; une tournée politique et culturelle d'artistes, d'intellectuels et d'acteurs des mouvements sociaux ouest-allemands à travers l'Allemagne de l'Est, avec des concerts, des débats publics, des distributions de tracts pour soutenir des initiatives antifascistes dans l'ancienne RDA ; et une protestation massive, selon les règles de la désobéissance civile, en vue de bloquer la session parlementaire sur le «Compromis sur l'asile» et donc contre le droit de l'Etat à choisir qui pouvait rester en RDA et qui devait en être expulsé.

Favoriser le débat et l'engagement

Les membres des *Comités de salut public* cherchèrent à encourager le débat public, à stimuler la critique et l'opposition au nouveau nationalisme.

Ils organisèrent des réunions publiques et des «sessions de stratégie» pour les personnes qui espéraient optimiser leur engagement dans la société civile, développer la réflexion théorique, élaborer des stratégies et améliorer la coordination entre les diverses initiatives.

En décembre 1992, le *Comité de salut public* de Hambourg appela à une réunion nationale pour une «première discussion» sur la manière de répondre à la vague de violence raciste qui avait éclaté dans l'Allemagne après l'unification. Intitulé «Notre objectif minimal» cet appel visait à réunir les gens pour discuter de l'initiative «Quelque chose de préférable à la nation⁶».

Dans cette brève déclaration, les auteurs annonçaient qu'ils voulaient prendre «la défense symbolique de l'espace public et privé contre l'influence croissante des groupes néo-fascistes⁷». Cette rencontre devait permettre «l'échange d'opinions sur la situation [politique actuelle], la discussion des positions et

⁵ Wohlfahrtsausschuss Hamburg, «Etwas Besseres als die Nation: Zur Begründung der Tour» in *Comités de salut public* (dir.), *Etwas Besseres als die Nation*, p. 46.

⁶ Wohlfahrtsausschuss Hamburg, «Unser Minimalziel», pp. 17-18.

⁷ *Ibid.*, p. 17.

le développement de perspectives pour le travail antiraciste⁸». Cela ouvrirait «un forum pour différentes approches afin de développer une telle pratique», et pour assurer une «coordination» entre plusieurs groupes et projets⁹. Il fut proposé de soutenir des initiatives pour lutter contre la violence raciste et l'extrême droite dans l'ancienne Allemagne de l'Est, où les violences et le harcèlement contre les immigrés et les demandeurs d'asile pouvaient se poursuivre pendant des jours sans susciter de réactions parmi la société civile. Plus concrètement, le groupe suggéra d'organiser une tournée politique et culturelle à travers l'Allemagne de l'Est et de tenir des concerts et des débats publics¹⁰.

Ces réunions permettraient de lancer les premières discussions publiques tenues par le groupe, afin de produire des analyses et de s'organiser contre le virage à droite qui s'était produit immédiatement après la réunification. Ils espéraient ainsi mieux comprendre les changements survenus en RFA après 1989 ; ils souhaitaient «intervenir» dans les débats politiques qui se produisaient dans la presse et combattre les formes de racisme qu'ils rencontraient dans la société civile. Comptant sur de nombreux participants actifs dans le champ culturel, plutôt que dans le champ explicitement politique, ils cherchèrent à «connecter une pratique subversive dans les sphères culturelles aussi bien que politiques¹¹». Cette démarche aiderait à impliquer de nouvelles personnes, notamment celles qui étaient «en dehors d'un contexte politique traditionnel¹²».

Etwas Besseres als die Nation

La caravane «Quelque chose de préférable à la nation» démarra au début de 1993. Elle réunit 250 musiciens, intellectuels et militants antifascistes, qui donnèrent des concerts et tinrent des débats publics dans les nouveaux *Länder* d'Allemagne de l'Est afin de créer un contrepoids à la mouvance émergente d'extrême droite et à l'ambiance générale. Ils se rendirent spécifiquement dans les villes et les lieux où la violence raciste avait éclaté, notamment à Rostock, Dresde et Leipzig. Ils espéraient y établir des liens avec les citoyens est-allemands et leur apporter un soutien «pour défier l'extrême droite et l'affronter publiquement¹³».

Dans leur appel pour leur tournée politique et culturelle, les *Comités de salut public* de Hambourg décrivirent le sentiment d'aliénation profonde et d'impuissance qu'ils avaient éprouvé en observant la violence raciste en Allemagne au début de 1993, et ils exprimèrent le besoin d'une réponse à la fois pratique et théorique : «L'Allemagne au printemps 1993 : plus nous la regardons de près, plus elle nous semble étrangère. Il ne nous reste plus qu'à convertir cette observation en critique. Vous êtes outré par les pogroms contre les "étrangers" ; vous voulez faire quelque chose contre eux et vous vous trouvez soudain devant une montagne de questions. Vous voulez agir concrètement avec les autres et vous réalisez soudainement que vous devez aussi être abstrait, développer et discuter des concepts¹⁴.»

Selon les *Comités de salut public* de Hambourg, l'analyse de cette résurgence nationaliste devait tenir compte de la diversité des acteurs qui la soutenaient. Les skinheads armés avaient des alliés parmi les journalistes. Les responsables gouvernementaux qui cherchaient à imposer des mesures étatiques pour empêcher l'entrée des demandeurs d'asile dans le pays coexistaient avec des gens ordinaires qui voulaient que l'État agisse plus rapidement pour résoudre le «problème de l'asile», tandis que la position du Parti social-démocrate sur cette question se rapprochait de plus en plus de celle des conservateurs.

⁸ *Ibid.*, p. 17.

⁹ *Ibid.*, p. 17.

¹⁰ *Ibid.*, p. 18.

¹¹ *Comités de salut public* (dir.), *Etwas Besseres als die Nation*, p. 13.

¹² *Ibid.*, p. 13.

¹³ Wohlfahrtsausschuss Hamburg, «Unser Minimalzeit», p. 18.

¹⁴ Wohlfahrtsausschuss Hamburg, «Zur Begründung der Tour», p. 45, emphasis in original.

Selon les *Comités de salut public*: «*Vous voulez affronter le nazi qui brandit sa batte de baseball et vous découvrez qu'il a des alliés dans le feuilleton de votre journal et sur le marché du livre ; ces alliés formulent des justifications ouvertes ou codées, qui seront lues par beaucoup d'individus et que vous devez critiquer avec virulence. Durant les informations du matin, le ministre de l'Intérieur appelle les Etats d'Europe de l'Ouest et de l'Est à une "stratégie de défense concertée et globale contre l'entrée des réfugiés."* Dans votre boulangerie habituelle, un client s'emporte contre "l'inaction des politiciens sur la question de l'asile". A midi, vous lisez dans votre quotidien : "Sur la question de l'asile, le Parti social-démocrate s'est rapproché de la position de la coalition gouvernementale" et "Dans la ville de Halle, des skinheads attaquent les maisons des Vietnamiens avec des cocktails Molotov"¹⁵.»

Derrière la résurgence nationaliste, les *Comités de salut public* percevaient un ensemble multiple et hétérogène d'acteurs sociaux, mais ils mettaient en garde contre une personnalisation de la question ; ils ne souhaitaient pas limiter la compréhension du nationalisme ou du racisme à la dénonciation d'un certain nombre d'individus dont la société pourrait se débarrasser en les empêchant de nuire. Il existait une relation entre ces différents acteurs qui fonctionnaient ensemble de façon interactive : «*Pendant que les foules d'extrême droite persécutaient les réfugiés, le parlement travaillait fébrilement sur un autre moyen pour atteindre le même but*¹⁶.» On avait affaire à une «*vaste coalition à peine cachée entre le Parlement, le terrorisme nazi, des citoyens normaux, la police et les médias ; engagés dans une interaction cynique, ils cherchaient tous ensemble à trouver "la solution au problème des demandeurs d'asile"*¹⁷.»

Les *Comités de salut public* s'opposèrent non seulement à la violence directe et brutale des émeutiers contre les non-Allemands, mais aussi aux mesures étatiques qui limitaient les droits des «étrangers». L'engagement politique concret du groupe consista à cibler ces deux formes de nationalisme.

Leur objectif n'était pas seulement d'arriver à démobiliser les foules d'extrême droite et à mettre fin à la violence physique directe, mais aussi de combattre l'exclusion des réfugiés qui prenait d'autres formes. Ils faisaient ici allusion aux mesures étatiques telles que le «Compromis sur l'asile». Ils ne cherchaient pas à influencer la politique publique, si cela signifiait que «*les méthodes brutales des néonazis seraient remplacées par des procédures légales "plus propres", [c'est-à-dire] par l'expulsion des réfugiés*¹⁸». (Comme nous le verrons plus loin, ils s'opposaient à l'État et cherchèrent à empêcher que le «Compromis sur l'asile» soit adopté par le Parlement.)

Pourtant, l'extrême droite ne voulait pas seulement persécuter et exclure des individus concrets, que ce soit par des agressions physiques et par la terreur, ou par des moyens étatiques – elle voulait aussi gagner sur le plan symbolique. Selon les *Comités de salut public*, «*l'extrême droite, en pratiquant une terreur systématique, non seulement cherche à conquérir et à dominer les rues, les lieux publics et les bars à coups de battes de baseball et de bombes incendiaires, mais elle cherche aussi à occuper l'espace idéologique*¹⁹».

C'est pourquoi les «*contre-mesures purement axées sur la pratique, qui ont peu d'impact sur le contenu ou ont des fondements faibles*» sont «*inefficaces*» et «*fatales*²⁰». Comme en témoignent les confrontations physiques avec les néo-nazis, qui s'étaient développées dans la mouvance des Autonomes dans les années 1980 et continuèrent dans les années 1990, ou les marches commémoratives aux

¹⁵ *Ibid.*, p. 45.

¹⁶ *Ibid.*, p. 47.

¹⁷ *Ibid.*, p. 46.

¹⁸ *Ibid.*, p. 48.

¹⁹ *Ibid.*, p. 47.

²⁰ *Ibid.*, p. 47.

chandelles. Il ne fallait pas limiter son attention aux néonazis, mais inclure la large matrice des forces sociales qui avaient contribué à la résurgence nationaliste ces années-là.

Dans les villes visitées par la caravane, les *Comités de salut public* organisèrent des concerts de hip-hop et de punk rock, destinés principalement aux jeunes. Ils distribuèrent aussi des tracts pour faire connaître leurs analyses politiques et, à Rostock, ils apposèrent une plaque sur un mur près du lieu des attaques, en août 1992, contre les foyers d'hébergement des travailleurs sous contrat et des réfugiés. La pose d'une plaque était un moyen concret pour attirer l'attention sur l'histoire de la violence raciste dans la ville et persuader la population locale d'empêcher que cela se reproduise. Sur la plaque, on pouvait lire un appel à se souvenir des victimes des nazis à Rostock, ainsi que de celles de la violence raciste en 1992 : «*Ces expériences et la responsabilité historique du peuple allemand doivent être maintenues vivantes, afin d'éviter que la violence et le mépris de l'humanité se répètent.*» Cependant, peu de temps après, le groupe le signala que la plaque avait été enlevée par des anonymes²¹.

Cet épisode était symbolique de leur tournée, et ils jugèrent eux-mêmes que la population les avait accueillis avec indifférence ou hostilité, tout comme les groupes de gauche qu'ils avaient pourtant ciblés, et qui, lors de leur passage à Leipzig, s'étaient même opposés à eux.

L'un des participants à la tournée, Andres Fanizadeh, raconta que la caravane avait dû faire face à l'«indifférence infinie» de la population. Pourtant, cette initiative avait été bien préparée et avait mobilisé suffisamment de personnes pour se défendre contre une attaque néonazie et suffisamment de journalistes pour empêcher les mesures répressives qu'auraient pu prendre les autorités²².

Bien qu'ils aient pu mener à bien presque toutes leurs activités – y compris coller des affiches, peindre des graffitis et organiser des manifestations dans le centre-ville accompagnées de discours propagés par des haut-parleurs – leur caravane fut ignorée. Et après qu'ils furent partis, toutes les traces de leur présence furent effacées : «*Vous pouviez dessiner des slogans et coller des affiches sur les murs pour l'abolition de toute entrave au droit d'asile ; vous donniez simplement un peu plus de travail à ceux qui nettoyaient les façades des bâtiments. Même les sonos et les discours transmis par haut-parleurs dans les centres villes n'attiraient pas l'attention des piétons qui passaient à toute vitesse. Quant aux discussions théoriques dans les lieux de la contre-culture en Allemagne de l'Est, la mouvance de gauche, à l'exception de Leipzig, ne s'y intéressait pas du tout. Et les concerts le soir ? de quoi parlent ces musiciens ? Du son, du rythme, à fond la caisse* ²³ !

Les *Comités de salut public* firent face à une indifférence générale : «*Cela n'a servi à rien. Nous n'arrivions pas à faire la différence entre nos amis et nos ennemis*²⁴.» Bien qu'ils n'aient pas été attaqués par des néonazis ni réprimés par la police, ils repartirent avec une «*terrible sensation de vide*²⁵».

Ils avaient «*complètement échoué*²⁶» à améliorer la coopération entre les initiatives en Allemagne de l'Est et de l'Ouest. Leur seul succès résida dans la constitution d'une coalition d'artistes, d'intellectuels et de groupes politiques qui défièrent «*l'Etat-nation répressif*». Une critique antinationale émergea au sein des mouvements sociaux de gauche, mais aussi parmi un public beaucoup plus large à travers les journaux, la musique et l'art.

²¹ *Comités de salut public* (dir.), *Etwas Besseres als die Nation*, p. v.

²² Andreas Fanizadeh, «Vorwort», in *Comités de salut public* (dir.), *Etwas Besseres als die Nation*, p. 7.

²³ *Ibid.*, p. 7.

²⁴ *Ibid.*, p. 7-8.

²⁵ *Ibid.*, p. 7-8.

²⁶ *Ibid.*, p. 9.

Le combat contre la Réforme du droit d'asile

Le troisième projet important des *Comités de salut public* était dirigé contre le «Compromis sur l'asile». Ils voulaient bloquer physiquement le bâtiment du Parlement à Bonn par une action massive de désobéissance civile et empêcher l'adoption du projet de loi le 26 mai 1993.

Dans leur appel au blocage du Bundestag, les *Comités de salut public* critiquèrent les sévères limitations imposées au droit d'asile dans le paragraphe 2 de l'article 16 qui stipulait : «*L'asile ne peut être accordé à ceux qui viennent d'un État membre de la Communauté européenne ou d'un pays tiers où l'application de la Convention de Genève est garantie*²⁷». Ils soutinrent que la Réforme du droit d'asile empêchait toute possibilité pour les demandeurs d'asile d'entrer en Allemagne par voie terrestre²⁸. Ils rejetaient catégoriquement l'idée que l'État ait le droit de réglementer les flux de ceux qui traversaient les frontières nationales : «*Le seul moyen pour des personnes persécutées [d'obtenir l'asile en Allemagne] serait de réserver un vol sans escale vers la RFA depuis l'agence de voyage de leur prison [dans leur pays d'origine]. La RFA a surtout fait pression sur les pays de l'Est européen pour qu'ils deviennent leurs complices. Ces derniers sont censés servir de barrière extérieure, afin d'empêcher les immigrés et les réfugiés de se rendre en Allemagne ; ils leur refusent ainsi la même liberté de mouvement au nom de laquelle on a supprimé la RDA quelques années auparavant*²⁹.»

Ce refus d'accepter le droit de l'État à contrôler ses frontières fut exprimé clairement: «*Le pouvoir de décider si quelqu'un est ou non politiquement persécuté, s'il se trouve (ou pas) dans une situation d'urgence, ne doit pas rester entre les mains des partis politiques représentés au Parlement.*» C'est pourquoi les *Comités de salut public* de Francfort affirmèrent : «*Nous nous opposons à tout critère de sélection qui refuse la résidence aux personnes qui, par désir ou par nécessité, choisissent de vivre dans ce pays*³⁰.»

Entre trois mille à quatre mille personnes tentèrent d'encercler le Parlement³¹. La forte présence de la police réussit à empêcher le déroulement de la session parlementaire, et seuls certains ministres eurent du mal à entrer. Trois points d'entrée au Parlement étant bloqués, de nombreux ministres durent arriver par bateau ou par hélicoptère. «*La plupart des ministres ont appris ce que l'on ressent lorsqu'on bloque une "voie d'accès terrestre",* écrivit Wolf Wetzel³². [...] *La majorité des députés [n'ont pu accéder au Parlement qu'en bateau] et ils ont trouvé ce détour humiliant et déshonorant. Ils auraient souhaité que la police organise une opération plus forte [pour faire respecter] leur droit évident à la liberté de circulation*³³.»

Si cet acte de protestation perturba la session parlementaire et obligea la presse à en parler, il ne réussit donc pas à empêcher l'adoption du «Compromis sur l'asile».

²⁷ *Ibid.*, p. 7.

²⁸ *Ibid.*, p. 47.

²⁹ *Ibid.*, p. 47.

³⁰ Wohlfahrtsausschuss Frankfurt am Main/Autonomes Antirassistisches Plenum Frankfurt am Main, «Neue Hausordnung: Betreten Verboten!» in *Comités de salut public* (dir.), *Etwas Besseres als die Nation. Materialien zur Abwehr des gegenrevolutionären Übels*. (Berlin/Amsterdam: Edition ID-Archiv, 1994), p. 163.

³¹ Wolf Wetzel, «Die Abschaffung des Asylrechts 1993—ein Rückblick», *EyesWideShut*, January 20, 2008.

³² *Ibid.*

³³ *Ibid.*

Une analyse structurelle

L'analyse du nationalisme par les *Comités de salut public* comportait de multiples éléments. Selon eux, le nationalisme était un élément populaire et solidement implanté dans la société qui se répercutait dans toute la population : ce n'était pas un phénomène social marginal touchant une frange isolée. En effet, ceux qui avaient agressé les demandeurs d'asile et les travailleurs sous contrat à Rostock, par exemple, avaient bénéficié du soutien de la population adulte ; de même la foule des spectateurs qui avaient applaudi ces agressions avait aussi cherché à empêcher l'intervention de la police. Lorsqu'on leur avait demandé leur avis, ils avaient tenu des propos similaires à ceux des émeutiers et défendu ces derniers comme étant des victimes de la «surpopulation étrangère» («Überfremdung»).

Dans un texte intitulé «Gegen die völkische Mitte» («Contre les milieux völkisch³⁴»), un des groupes membres des *Comités de salut public*, l'*Autonome l.u.p.u.s-Gruppe*, expliqua que le nationalisme imprégnait toute la société. Il était soutenu par divers acteurs sociaux et par différents moyens, «qu'il s'agisse d'incendiaires ou de politiciens qui prétendent "être envahis par les étrangers", que ce soit avec des rangers ou des attachés-case, au bureau, dans l'administration, dans les services publics ou dans la rue³⁵».

Selon ces militants, l'énorme recrudescence des crimes d'extrême droite «n'avait pas besoin de se produire en dépit de la police, des dirigeants politiques démocratiques ou de la majorité de la population» ; elle pouvait parfaitement se dérouler sous la protection de la police, des responsables publics et de la majorité de la population³⁶. Il ne suffisait pas d'affronter physiquement les mobilisations néonazies. Les mouvements sociaux devaient aussi développer des pratiques qui tiennent compte des «connaissances et de l'expérience historique», selon lesquelles «les actions racistes et völkisch trouvent leur origine au centre de la société» ; elles ont «leur fondement légal dans les institutions étatiques, les partis politiques démocratiques, le système policier et judiciaire, les structures médicales et culturelles³⁷».

Dans leur appel pour la caravane «Quelque chose de préférable à la nation», les *Comités de salut public* de Hambourg avaient eux aussi déclaré que le racisme ne provenait pas des individus, mais plutôt de la structure sociale de la société moderne : «Le racisme nous scandalise le plus lorsqu'il s'exprime directement à partir de personnes données ou lorsqu'il est perpétré directement contre des individus précis. Cela nous donne l'impression que le racisme peut être combattu en luttant seulement contre les racistes. Mais l'équation «Chasser les nazis = Chasser le racisme» ne fonctionne pas. Ceux qui croient que le racisme n'existe que "à travers" les individus racistes, ne prennent pas en compte les structures racistes de sa reproduction dans la modernité³⁸».

Leur vision du nationalisme ne se limitait pas à des acteurs isolés et marginaux : ils le considéraient plutôt comme un élément de la structure sociale.

Interaction entre l'État et la société

³⁴ *Völkisch* : terme fièrement revendiqué par ses partisans (on pourrait le traduire par «de souche authentique», ou «lié au sang et au sol de la mère patrie»), mais en réalité nationaliste-raciste-antisémite. Les mouvements *völkisch* apparurent en Allemagne à la fin du XIX^e siècle et jouèrent un rôle important dans le conditionnement nationaliste et antisémite de la population, bien avant 1933, et dans la définition de l'idéologie nazie (*NdT*).

³⁵ *Autonome l.u.p.u.s-Gruppe*, «Gegen die völkische Mitte», in *Comités de salut public* (dir.), *Etwas Besseres als die Nation*, p. 33.

³⁶ *Ibid.*, p. 32.

³⁷ *Ibid.*, p. 34, souligné dans l'original.

³⁸ *Wohlfahrtsausschuss Hamburg*, «Etwas Besseres als die Nation», p. 45.

Les *Comités de salut public* prenaient en compte la multiplicité des acteurs du nationalisme et s'intéressaient donc à la dynamique interactive entre les niveaux de l'État et de la société civile³⁹, où l'économie, l'État, la société et les médias jouaient tous des rôles critiques⁴⁰. Pour comprendre cette dynamique, on «*doit toujours considérer qu'il existe une "unité d'action" historique, structurelle et actuelle, entre de multiples pouvoirs, et que l'analyse ne nous conduit jamais à une seule source*⁴¹». Ils refusaient de réduire le nationalisme à un seul facteur d'explication. Ce n'était pas non plus un simple outil idéologique utilisé par des élites manipulatrices car il avait une existence structurelle dans les États-nations capitalistes. Pourtant, ceux-ci ne conduisaient pas automatiquement à la violence nationaliste ou ethnique. Il fallait tenir compte d'importants facteurs subjectifs. En analysant les événements politiques concrets de leur époque, les *Comités de salut public* se concentrèrent sur les relations entre la «frénésie médiatique» à propos de l'asile et de l'immigration, la violence physique d'une fraction de la population et la réforme constitutionnelle du droit d'asile, c'est-à-dire de la politique de l'Etat.

La concurrence internationale

Les *Comités de salut public* soulignèrent aussi que le racisme et le nationalisme ne se limitaient pas aux individus, et donc que «*les niveaux individuel et institutionnel se soutiennent mutuellement*⁴²». Ceci était particulièrement vrai pour les sociétés fondées sur une économie de marché soumise à une dynamique de «*concurrence acharnée*» : «*Comme dans toute société fondée sur un marché où une concurrence acharnée et permanente façonne tous les aspects de la vie, en Allemagne, on teste quotidiennement les gens pour déceler leurs "faiblesses" réelles ou supposées (en fonction des normes en vigueur), afin de les classer comme des concurrents inférieurs*⁴³.»

Cependant, les opportunités matérielles offertes aux individus dépendaient non seulement de leur performance personnelle, mais aussi d'autres forces, en particulier de l'économie de chaque nation. Dans ces conditions, une dynamique structurelle faisait naître l'espoir chez les salariés que «*leur patron fasse de bonnes affaires avec eux et avec les autres*» pour «*qu'ils puissent continuer à être salariés demain*⁴⁴». C'est-à-dire que les avantages et inconvénients matériels ne reposaient pas seulement sur l'individu, mais aussi sur la structure sociale qui lui procurait ces avantages et ces inconvénients.

Mais si la nation pouvait être imaginée comme une «communauté» visant à améliorer collectivement le sort des acteurs du marché, elle était en même temps un «*terrain de chasse*»: «*Le sort de l'individu, sur le marché, est lié au destin de la nation. C'est par rapport à ce destin qu'il doit se situer, c'est dans son cadre qu'il rassemble ses expériences fondamentales dans la lutte pour la survie et c'est ainsi qu'il forme son identité. Dans les situations de conflit, il doit servir la nation, et c'est également ainsi qu'il s'attend à être protégé par la nation. Le slogan "L'Allemagne pour les Allemands" ne signifie pas forcément "Les étrangers dehors", mais surtout "Les Allemands d'abord"*⁴⁵ !»

Les avantages concrets que l'on obtient dans cette lutte pour la survie comprennent, entre autres, les droits à l'emploi, au logement et aux services sociaux : «*Le passeport allemand et la "Loi sur les étrangers" déterminent en fait les chances des gens dans la vie. En mars 1993, le [ministère du Travail]*

³⁹ Wohlfahrtsausschuss Frankfurt am Main/Autonomes Antirassistisches Plenum Frankfurt am Main, «*Neue Hausordnung*», p. 163.

⁴⁰ Terkessidis, «*Die Geschichte zurückerobern*», p. 80.

⁴¹ *Ibid.*, p. 80.

⁴² Wohlfahrtsausschuss Hamburg, «*Etwas Besseres als die Nation*», p. 48.

⁴³ *Ibid.*, p. 48.

⁴⁴ Günther Jacob, «*Ich-Identität und nationale Identität*», in *Comités de salut public* (dir.), *Etwas Besseres als die Nation*, p. 70.

⁴⁵ Wohlfahrtsausschuss Hamburg, «*Etwas Besseres als die Nation*», p. 50.

a publié une directive contraignante selon laquelle les personnes titulaires d'un passeport allemand doivent être embauchées en priorité⁴⁶.»

La structure de l'État-nation et le pouvoir d'appartenance à la collectivité représentée par cet État entraînaient une pression structurelle pour saisir les avantages offerts, surtout en temps de crise. Comme l'écrivirent les Comités de salut public : «*Parce qu'être allemand procure un avantage compétitif tangible sur les "étrangers" à l'intérieur du territoire national, il devient plus attrayant, quand la conjoncture est défavorable sur le plan économique, de s'identifier publiquement avec son "ethnos"*»⁴⁷.»

Revenant sur le thème de l'unification politique et de l'homogénéisation de la citoyenneté, les Comités de salut public affirmèrent que l'État-nation libérait une dynamique qui produisait des «*racistes potentiels*» à partir de ses citoyens⁴⁸. Cela pouvait fonctionner tant que les citoyens partageaient «*la fiction d'un Peuple unitaire, ayant une histoire commune, la même descendance et la même "identité", et qu'ils acceptaient de participer – en dépit d'une réalité hétérogène – à un processus d'homogénéisation des citoyens d'un pays*»⁴⁹. En outre : «*En fin de compte, on prétend que les frontières de l'État et les lignes de démarcation "ethniques" concordent précisément et que le Peuple n'est pas une communauté imaginaire d'individus atomisés, mais une communauté d'ascendance commune*»⁵⁰.»

Parce que le citoyen «*doit espérer que "son" Etat s'affirme à l'échelle internationale*» et qu'il conserve son «*statut mondial*», écrivirent les Comités de salut public, le nationalisme provenait aussi de la dynamique internationale qui s'établissait entre États concurrents sur le marché mondial⁵¹. C'est pourquoi, affirmèrent-ils, «*le racisme émerge de la vie quotidienne d'une nation exportatrice qui participe au marché mondial*»⁵².

Les *Comités de salut public*, qui se formèrent à partir d'un groupe de militants de la gauche extra-parlementaire et d'intellectuels publics, tentèrent de répondre à une urgence pratique et théorique : celle de combattre la résurgence nationaliste, la violence raciste et le «Compromis sur l'asile» prôné par le gouvernement. Intervenant dans les débats publics, construisant un mouvement à contre-courant de l'extrême droite, ce groupe chercha à influencer le cours des événements sociaux et politiques de l'époque.

Dans le cadre de cet engagement, ces militants élaborèrent et diffusèrent des analyses sur la relation entre le racisme et le nationalisme, et sur l'interaction dynamique entre les forces de l'État et de la société civile. Leur engagement les conduisit au-delà d'une simple opposition au nationalisme, vers une position qui rejetait la nation en tant que telle. Contrairement à ceux qui considéraient le nationalisme comme un simple conflit interethnique, les *Comités de salut public* cherchèrent à découvrir les motivations de ceux qui soulevaient «la question nationale». Pour ce groupe, le nationalisme émergeait de la structure sociale de la société capitaliste et de la réalité vécue au sein des États-nations ; il résultait non seulement des stratégies des élites qui voulaient manipuler les masses, mais aussi d'acteurs divers au sein des sociétés de marché. Leurs protestations politiques visaient des acteurs concrets, comme les skinheads néonazis, et des politiques concrètes, comme la Loi sur les étrangers, et, par leurs écrits, ils s'efforcèrent aussi d'établir des liens avec leur orientation théorique selon laquelle le nationalisme imprégnait toute la société.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 49.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 50.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 50.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 50.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 50.

⁵¹ Günther Jacob, «Ich-Identität und nationale Identität», p. 62.

⁵² *Ibid.*, p. 48.

(...) **ANNEXE : Anne Joly «Etwas Besseres als die Nation: Étude de cas»**, Extrait de sa thèse de doctorat *Les gauches radicales est- et ouest-allemandes à l'épreuve de la nation réunifiée (1985-1999)* : <https://edoc.hu-berlin.de/bitstream/handle/18452/17996/joly.pdf>

(...) A cette tournée participèrent des groupes de musique très populaires dans la scène de gauche radicale ouest-allemande et au-delà, entre autres : *Blumfeld*, le groupe punk, *Die Goldenen Zitronen* ou encore *Die Sterne*. Cette tournée (...) ressemblait étrangement à la tournée organisée parallèlement par la société civile dans le cadre des *Lichterketten*, les chaînes de lumière des (...) «Allemands bien-pensants» protestant contre le racisme, où se produisit notamment le chanteur à succès Grönemeyer à Cologne. (...) À la lecture (...) des différentes interventions des acteurs, l'on ne peut s'empêcher d'avoir un sentiment de déjà vu. Le groupe autonome LUPUS lors de la tournée, avait pris la parole pour s'attaquer aux structures patriarcales, et à l'autoritarisme de la scène, tandis qu'une militante féministe, elle-même issue du noyau du comité d'organisation de Hambourg, brocardait les «jeunes hommes éloquents» qui dominaient l'événement. En somme, il s'agissait des querelles internes et coutumières de la gauche radicale ouest-allemande. Toutefois, les acteurs des nouveaux *Länder* troublèrent cet «entre soi» des militants ouest-allemands. Leur ton était nettement plus vindicatif, à l'encontre de cette tournée qu'ils jugeaient «impérialiste», et des normes culturelles de discussion qu'ils estimaient «élitistes». Les militants est-allemands qui répondirent à l'invitation de leurs co-militants ouest-allemands étaient parfois issus de la scène punk et *antifa* qui s'était développée dans les dernières années de la RDA, ou bien alors des nouveaux groupes d'aide aux réfugiés notamment qui s'étaient multipliées depuis 1990. Outre le reproche du complexe de supériorité de la gauche ouest-allemande, l'un des visiteurs adressait après coup un rapport très critique au fanzine local *antifa* de Leipzig, le *KlaroFix* ; il critiquait les «Ouest-allemands, si expérimentés et si savants», ainsi que la nature déplacée de leurs interventions, imposant des discussions sur les «concepts comme nation et peuple» et ils avaient un «monde conceptuel» (...) qui était si différent du leur, qu'ils ne se comprenaient guère. En effet, tandis que les acteurs ouest-allemands saisissaient la réalité à travers les catégories de «peuple» et de «populace», les acteurs est-allemands parlaient de «nos parents», «nos collègues», «nos voisins», et exprimaient ainsi leur solidarité avec d'autres «nous», à travers lesquels s'affirmaient des identités morcelées, mais est-allemandes. Les militants de l'Ouest s'irritaient quant à eux, de l'attitude des acteurs de l'Est, qu'ils accusaient d'innocenter les responsables de violences racistes, en faisant valoir les conditions sociales dans lesquelles ils vivaient. Si les militants de gauche à l'Est et à l'Ouest, estimaient avoir perdu, ils ne se reconnaissaient, ni les uns ni les autres dans le «*Wir sind ein Volk*» de l'Allemagne unifiée. Un conférencier est-allemand admettait que les acceptions du mot «peuple» demeuraient différentes à l'Est et à l'Ouest et que les Allemands de l'Est continuaient de lui associer la classe ouvrière. «*Il est étonnant*, notait une militante autonome de Leipzig par ailleurs, *de voir comment l'on réussit, à l'aide d'une polémique antinationaliste nationaliste, à se placer en dehors de la société.*» Elle reprochait à ces militants ouest-allemands de prétendre s'exclure du collectif national alors même qu'ils affirmaient que la nation transpirait par «*tous les pores de leur conscience*». Cette militante active dans un groupe d'aide aux réfugiés, soulignait finalement le confort de leur discours, eux qui, grâce à leur «passeport vert», n'avaient pas à subir le sort des sans-patries, palestiniens, kurdes ou albanais. En somme, les rôles étaient relativement clairement partagés entre d'un côté les «*Ossis*» qui se targuaient d'être ancrés dans la réalité, dans l'aspect pratique des choses, le réalisme politique et reprochaient aux *Wessis* leur utopisme pédant, et de l'autre, ces derniers, qui reprochaient aux premiers leur inexpérience, leur côté petit-bourgeois et leur manque de radicalité. Ici le conflit Est/Ouest connaissait une déclinaison propre, où des cultures entraient en collision. La gauche subculturelle ouest-allemande s'inspirait fortement d'une culture *underground* occidentale, et était fort éloignée de la culture est-allemande. Les acteurs est-allemands faisaient valoir leurs «expériences», alors que les membres ouest-allemands de cette gauche culturelle insistaient sur des «idées». Tout cela renforçait les préjugés réciproques d'une culture est-allemande provinciale, sourde à toute émancipation d'ordre culturel d'un côté, et d'une

culture ouest-allemande hégémonique et peu en contact avec la «réalité» de l'autre. *Etwas Besseres als die Nation* : les militants de l'Ouest, suggérait le titre de leur tournée, avaient «quelque chose de mieux à proposer que la nation», à savoir : eux-mêmes. (...) Toutefois ce constat d'échec mériterait d'être nuancé. (...). Certains groupes est-allemands *antifa* continuaient de témoigner d'une ouverture à la culture protestataire ouest-allemande, notamment pour la retourner contre leur environnement immédiat, est-allemand. Sur le terrain des influences subculturelles, plus diffuses, (...) des transferts avaient lieu. Les temporalités de ces transferts étaient elles-mêmes plus distendues, ne se résumaient pas à celle d'un événement précis, comme celui de la tournée. Mais le conflit Est/Ouest se déclinait dans les différents lieux de la scène de gauche radicale : dans la lutte *antifa* autonome, au sein des groupes de la gauche dite «non dogmatique», dans les structures des *Infoläden* et dans les squats. Dans ces conflits s'exprimaient divers griefs, ayant trait aux différences de cultures politiques, au rapport à la conspiration et à la transparence, aux différences de mentalités également. A travers ces conflits, affleurerait un reproche majeur de la gauche est-allemande envers la gauche ouest-allemande : le manque de confrontation avec le stalinisme. (...)»

NOTE DU TRADUCTEUR

Le livre de Robert Ogman *Against the Nation: Antinational Politics in Germany* (Contre la nation : La politique antinationale en Allemagne) a été publié en 2013 par New Compass Press. L'essentiel de cet ouvrage sera traduit sur les sites mondialisme.org et npnf.eu, à part quelques passages concernant les Etats-Unis soit quatre chapitres

- Le nationalisme allemand après l'unification
- «L'Allemagne ? Plus jamais ça !» (*Nie wieder Deutschland !*)
- «Quelque chose de préférable à la nation» (*Etwas besseres als die Nation*)
- et «Perspectives antinationales»

Il faut distinguer en Allemagne les «antinationalaux» (ou «antinationalistes») et les «antideutsch», appellations toutes deux revendiquées par les partisans de ces deux courants qui n'ont aucun équivalent en France. Ceux qui souhaitent approfondir leurs connaissances sur les différents courants de la gauche radicale à l'Est et à l'Ouest pourront lire avec profit

– l'article de Raphael Schlembach : **«Vers une critique du communisme antideutsch»**
<http://npnf.eu/spip.php?article716>

– et la thèse de doctorat d'Anne Joly *Les gauches radicales est- et ouest-allemandes à l'épreuve de la nation réunifiée (1985-1999)* : <https://edoc.hu-berlin.de/bitstream/handle/18452/17996/joly.pdf>

Vous pourrez aussi consulter les sites Solitudes intangibles et Palim Psao qui sont les seuls, à ma connaissance, à faire un effort pour sortir du provincialisme franco-centré et de l'arrogance incurables de l'extrême gauche (et de l'anarchisme) gaulois. Solitudes intangibles a traduit des textes de Joachim Brunn et Stefan Grigat ; et le site Palim Psao a publié des articles de Robert Kurz, Karl-Heinz Lewed, Georg Kluda, Bodo Schulze, Anselm Jappe et Claus Peter Ortlieb (et aussi de Moïse Postone : même s'il était de nationalité canadienne, ses positions ont eu une influence importante en Allemagne) qui donnent une idée des débats «outre-Rhin» – même si c'est dans une perspective très spécifique, celle de la «Critique de la valeur».

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, avril 2020